



PRÉFÈTE D'EURE-ET-LOIR

Préfecture d'Eure-et-Loir
Direction de la réglementation et des libertés publiques

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
Société EMGEPE à LUCE (N°ICPE : 100.00177)**

**La Préfète d'Eure-et-Loir
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Vu les articles 3-II et 6 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 768 délivré le 6 mai 1987 à la société EMGEPE pour l'exploitation d'une installation de traitement de surface et de peinture sur le territoire de la commune de Lucé à l'adresse suivante 59, rue de Maréchal Leclerc concernant notamment les rubriques 2565 et 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les articles 2§ 2.5.21, 2§ 2.5.16 , 2§ 2.5.16 , 2§ 1.6.7 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 1987 susvisé ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 20 avril 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au courrier du 20 avril 2017 ;

Considérant que lors de la visite en date du 28 mars 2017, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'absence de système de désenfumage des ateliers de traitement de surface,
- la zone de préparation de peinture n'est pas séparée de l'atelier de production, notamment pour ce qui concerne la diffusion de COV,
- les démarches de mise en conformité du système de protection contre la foudre n'ont pas été réalisées,
- les installations électriques ne sont pas maintenues en bon état,
- les systèmes de chauffage des cuves ne sont pas équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3-II et 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2§ 2.5.21, 2§ 2.5.16 , 2§ 2.5.16 , 2§ 1.6.7 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 1987 susvisé ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société *EMGEPE* de respecter les prescriptions dispositions des articles 3-II et 6 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 susvisé et des articles 2§ 2.5.21, 2§ 2.5.16, 2§ 2.5.16, 2§ 1.6.7 de l'arrêté préfectoral du 06/05/1987 susvisé , afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir

ARRETE

Article 1 – La société EMGEPE exploitant une installation de traitement de surface et de peinture sur le territoire de la commune de Lucé à l'adresse suivante 59, rue de Maréchal Leclerc concernant notamment les rubriques 2565 et 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est mise en demeure de :

1 - respecter les dispositions de l'article 3-II de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 en équipant l'atelier de fabrication de dispositifs (désenfumage) capables d'évacuer à l'air libre les fumées provoquées par un incendie dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

2 - respecter les dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 en équipant les systèmes de chauffage des cuves de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

3 - respecter les dispositions de l'article 2§ 2.5.21. de l'arrêté préfectoral du 06/05/1987 en créant un local de préparation des peintures séparé des installations d'application et de séchage dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

4 - respecter les dispositions de l'article 2§ 1.6.7. de l'arrêté préfectoral du 06/05/1987 en remédiant aux observations relevées dans le contrôle des installations électriques en date du 27 janvier 2017 dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

5 - respecter les dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en réalisant une analyse du risque foudre dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

A – Recours administratif

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux B 1° et 2° suivants.

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète d'Eure-et-Loir, Direction de la réglementation et des libertés publiques - place de la République – 28019 CHARTRES Cedex,

- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées - Direction générale de la prévention des risques – 92055 LA DÉFENSE Cedex.

B – Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cedex :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 4 – Notification, publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative. Copies en sont adressées au Maire de la commune de Lucé pour y être déposée aux archives des mairies et peut y être consultée et au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire.

L'extrait dudit arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de l'exploitant.

Article 5 – Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de Lucé, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète,
La Secrétaire Générale

LA PRÉFÈTE

Carole PUIG-CHEVRIER

23 JUIN 2017